

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

SPECIAL

L'ANNEE 1978 SERA-T-ELLE CELLE DE LA REPRISE?

Il est certain que le processus de formation de l'Europe unie est influencé par les conditions générales de l'économie et les problèmes de l'ordre public des nations qui la composent.

Il est donc logique, si nous tournons nos regards vers l'horizon de la nouvelle année, que nous nous demandions avant tout: 1978, sera-t-il l'année de la reprise économique?

Les déclarations que les hommes politiques font habituellement à cette époque précise de l'année font ressortir un sentiment d'optimisme professionnel.

Le président du Conseil italien, M. Andreotti, lui-même, a été optimiste sur le destin économique de son pays qui est incontestablement le plus faible de la C.E.E.; il est probable qu'il pourrait en être ainsi si les syndicats le permettaient.

Les analyses des économistes qui appa-

raissent, elles aussi, à cette époque, dans la presse de tous les pays, laissent entrevoir une note d'un pessimisme voilé; mais il est certain que leur métier conseille aux Cassandres de l'économie d'être toujours prudentes!

Ce qui est certain c'est que les hommes d'affaires affichent, actuellement et partout, une ferme volonté de reprise et sont engagés à fond dans la voie de l'augmentation des exportations; mais nous ignorons jusqu'à quel point leurs efforts seront couronnés de succès, vu que les divers gouvernements insistent pour mener une politique d'austérité et réduire la consommation intérieure.

Tout le monde insiste, au sein de la C.E.E., pour que la République fédérale d'Allemagne joue le rôle de locomotive de l'économie communautaire; mais il ne semble pas que les Allemands soient disposés à sacrifier leur bien-être en faveur des mem-

bres moins cossus de la Communauté, à moins que ces derniers ne démontrent tout d'abord, et avec des preuves concrètes, vouloir adopter une politique sévère et de sacrifices en ramenant leurs dépenses publiques à des limites raisonnables, en accroissant les investissements et en pratiquant une politique sociale adaptée aux possibilités du pays.

UNE INVITATION A LA R.F.A. ...

Le tableau qui se dessine pour l'Europe de 1978 n'est certes guère tranquillisant dans son ensemble et la prospérité isolée dont jouit la République fédérale d'Allemagne crée certainement au Chancelier Schmidt des problèmes tels qu'il passera plus d'une nuit blanche.

Tout un ensemble de motifs, qu'il est inutile d'énumérer ici, amène la R.F.A. à être politiquement la principale intéressée à la formation de l'Europe unie. Mais, justement pendant l'année où se concrétiseront de nouvelles adhésions à la C.E.E. et aurait été effectué, si l'électorat du Royaume-Uni ne l'avait pas torpillé, le grand pas de l'élection du premier Parlement européen, la partie déjà bâtie de l'édifice européen donne des signes préoccupants de désagrégation et est menacée d'une catastrophe générale.

Nous invitons donc la R.F.A., même si cela doit être au prix de sacrifices lourds, de se prodiguer pour maintenir à flot, en ce moment crucial de crise, le bateau de l'unité européenne.

Le Chancelier Schmidt doit expliquer à son peuple que le chêne allemand ne peut pas être la seule plante vigoureuse dans une forêt où les autres se rabougrissent; il devra demander de grands sacrifices à l'appareil économique de son pays qui a le tort, ayant gagné sa bataille contre la crise, d'être le seul en Europe à y avoir réussi.

Il devra lui demander, en outre, d'offrir son aide avec humilité pour ne pas offenser la susceptibilité des Européens qui se trouvent dans le besoin et à faire en sorte que tout le monde écarte l'idée que la R.F.A. entend transformer sa suprématie économique actuelle en une position d'Etat-guide.

L'Histoire a d'étranges némésis: l'Allemagne de Hitler voulait détruire l'Europe par la force; celle de Bonn a pour tâche d'en bâtir l'unité en toute humilité et avec

des sacrifices.

..... UNE OBSERVATION A LA FRANCE

Nous avons écrit, vers la fin de l'année 1976, que le président Giscard d'Estaing, que nous avons jugé comme l'étoile-guide de la nouvelle Europe, nous apparaissait, depuis quelque temps, toujours plus limité par la situation politique intérieure de la France et moins disposé, de mois en mois, à accorder des concessions dans le domaine de la politique d'intégration européenne.

A un an de distance, c'est avec mélancolie que nous devons exprimer notre déception pour le peu d'action européenne qu'a exercé le président d'Estaing, toujours plus congelé par le nationalisme du peuple français qui réaffleure de nouveau.

Le président de Gaulle, qui eut le tort de ressusciter ces vieux maux et d'en faire un élément de force de sa propre politique, perdit à son époque de nombreuses occasions pour s'affirmer comme le constructeur de l'unité européenne.

A une époque de besoins, la France retira de Gaulle des «Invalides», le musée des hommes politiques, pour en faire son président et ce dernier, en se rendant à l'Elysée, prit, en passant par le «Louvre», la «Grandeur», autre pièce remarquable du musée national.

Mais Valéry Giscard d'Estaing est un homme jeune, plein de vigueur et aux idées claires chez qui le concept d'une Europe unie est profondément enraciné et qu'il reçut en héritage de sa propre famille.

Il a déjà donné des preuves de ce qu'il pourrait faire pour la cause européenne; il lui convient que le pays lui permette d'agir en ignorant les disputes et les nationalismes rabâchés.

La France a besoin d'une Europe unie, tout autant que les pays qui y participent. Personne ne peut plus, désormais, s'isoler; la Grande-Bretagne et les U.S.A. l'ont compris.

La France doit participer à une politique étrangère européenne commune. Il aurait mieux valu qu'elle ait assumé son attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. au nom de la Communauté. Cette action est cependant appréciable, car il eût été inopportun de laisser les U.S.A. traiter seuls à seule avec l'U.R.S.S., en écartant ainsi l'Europe de la

grande politique mondiale.

Mais quand la France traite les problèmes des pays de l'Est européen, il nous semble, cependant, qu'il serait juste qu'elle les examine et les discute directement avec les pays intéressés et non avec l'U.R.S.S. ou par son intermédiaire, ce qui semble reconnaître ainsi explicitement à ces pays le statut de «satellites» de la puissance soviétique.

..... UNE MISE EN GARDE A L'ITALIE

La crise profonde qui affligea l'Italie dans l'immédiat premier après-guerre et qui aboutit, dans le lointain 1922, à la marche sur Rome et à l'avènement au pouvoir du fascisme, enfonçait ses racines dans le malaise économique et social du pays qui, pour la première fois, avait été appelé à constituer une armée populaire qui s'était battue pour former la nation.

Après avoir accompli leur devoir, payé avec le sang et les sacrifices, les masses populaires avaient pris conscience de leurs droits civils et sociaux et avaient réclamé à grands cris la reconnaissance légitime.

Le jeune socialisme italien, impétueux et passionnel, guida l'agitation sur les places et parut, en un premier temps, capable de pouvoir exprimer un programme et un gouvernement en mesure de le réaliser.

Mais, en réalité, il ne sut pas lancer une solution constructive pour le renouveau de la société nationale; la force qu'il crut pouvoir dominer lui échappa des mains et finit par diviser et mécontenter les masses populaires, ce qui permit ainsi que la semence jetée à Ancône par le subversif Bakounine au cours du 1^o congrès communiste italien, s'enracine et bourgeonne, aggravant le désordre et l'inquiétude du pays.

Les valeurs morales et les sentiments nationaux pour lesquels le peuple avait payé un prix douloureux étaient vilipendés et tournés en dérision, sans que soient proposées d'autres valeurs et d'autres fins qui puissent les substituer.

Etant donné l'état de délabrement dans lequel se trouvait l'Italie, ce n'est qu'avec faveur que pouvait être accueillie par la très grande majorité de la population une solution capable de ramener l'ordre, de quelque parti qu'il vienne.

Ce fut la première grande occasion

manquée par le parti socialiste italien.

Etant incapable de présenter et d'imposer sa propre solution largement sociale, le parti entra en crise et engendra, à partir de ses propres rangs, le sieur Mussolini.

L'homme était fort et audacieux. La solution fasciste qu'il imposa fut saluée avec soulagement par la très grande majorité du pays, comme cela était d'ailleurs inévitable.

Le vieux parti libéral, qui avait guidé pendant de longues années l'Italie, n'avait pas su se rénover et le jeune parti populaire, trop imprégné de l'odeur de sacristie, apparaissait plus comme un instrument de revanche guelfe que comme parti national. Nombreux étaient ceux qui craignaient qu'après avoir perdu Rome en 1870, la Papauté ne tente désormais, par son truchement, de conquérir le pouvoir temporel sur toute l'Italie.

Tels sont les faits pour la vérité historique et la responsabilité qui en dérivent.

..... AU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

La situation qui se présente en Italie en ce début de 1978 rappelle, sous de nombreux aspects, celle de 1922; mais elle s'en différencie considérablement pour de nombreux autres.

Cette fois-ci, également, il y a à la base un malaise économique généralisé qui, en 1922, était l'héritage lourd mais naturel d'un après-guerre; tandis que nous ignorons maintenant dans quelle mesure il est naturel et dans quelle mesure il dérive d'erreurs de politique gouvernementale et syndicale.

Aujourd'hui encore, la vie et la conscience du pays sont troublées par des forces subversives, limitées certes mais extrêmement actives, de deux camps extrémistes cette fois-ci. L'un débordant du fascisme le plus néfaste et décadent; l'autre engendré par le parti communiste initialement avec des fins stratégiques précises, mais qui a fini - mais nous ignorons dans quelle mesure - par se substituer à ce même parti père.

La poussée et le désir de renouveau de la société nationale sont désormais sinon plus forts, tout au moins certainement plus sentis par des couches bien plus larges de la population.

Jamais, comme en ce moment, l'Italie n'a été prête pour un gouvernement socialiste, mais porteur d'un socialisme moderne

où il n'y a pas de place pour la barbe du vieux Marx et le visage de mongol du sieur Lénine, qui n'ait pas comme drapeau celui de la nation soviétique et ne fasse pas passer pour démocratie la dictature du prolétariat.

Mais, malheureusement, aujourd'hui comme alors, il semble que le parti socialiste italien soit incapable de profiter de cette seconde grande occasion.

Déjà scindé, le tronçon le plus ancré aux schémas d'un socialisme radoteur et dépassé, semble ne pas savoir faire autre chose que se battre pour ouvrir la voie du pouvoir au parti communiste.

La nation demande, une fois encore, une solution sociale et démocratique et le parti socialiste, avec une politique de renoncement et suicidaire, ne sait offrir au pays qu'une solution communiste!

En version noire ou rouge, le P.S.I. semble ne pas être capable d'offrir autre chose qu'une dictature!

Il est vraiment désolant que malgré l'internationalisme dont il se vante, le P.S.I. soit en réalité aussi provincial et souffre, à l'égard du P.C.I., d'un complexe d'infériorité tel qu'il n'arrive pas à se persuader que dans le futur Parlement européen, les forces socialistes seront considérables, au point de friser la majorité, tandis que la représentation communiste représentera une minorité exigüe au point de redimensionner, même sur le plan national, l'importance du communisme italien.

..... ET A M. UGO LA MALFA

Il nous déplaît de formuler un reproche également à M. Ugo La Malfa, dont il a été maintes fois, dans ces colonnes justement, loué le sens aigu d'analyse critique économique et à l'endroit duquel nous nourrissons une profonde estime et une admiration pour le caractère linéaire et la cohérence avec lesquels il a toujours conduit ses batailles politiques.

Mais entre amis également, on peut ne pas être toujours d'accord et, dans ce cas, il est juste et honnête d'avancer et de motiver sa propre critique.

Au mois de novembre dernier, déjà, quand M. La Malfa décerna ses vifs éloges à M. Berlinguer pour le contenu de son intervention au congrès du P.C.I. tenu à Moscou pour commémorer le 60^e anniver-

saire de la Révolution d'octobre, nous n'avons pas pu partager cet enthousiasme sincère.

Evidemment, le discours tenu par M. Berlinguer avait eu l'accord préalable du Kremlin, car il fallait soumettre au maître de maison, au cours de cette réunion démocratique, le texte écrit de toutes les interventions.

Et si ce dernier a permis à l'Italien Berlinguer de prononcer une déclaration d'indépendance, mais l'a interdit à l'Espagnol M. Carrillo, cela ne signifie pas, à notre avis, que M. Berlinguer ait été plus courageux, mais tout simplement que le Kremlin a jugé opportun que ce dernier fasse apparaître le parti communiste italien comme étant capable de prendre ses distances de Moscou, car il est dans ses fins que le P.C.I. fasse partie du gouvernement italien. Il est naturellement d'une importance extraordinaire pour Moscou d'avoir des adeptes dans le gouvernement d'un pays membre du Pacte atlantique et qui constitue le porte-avions naturel de la Méditerranée.

En Espagne, le parti communiste local ne peut pas en prétendre autant pour le moment et Moscou a donc commis l'erreur d'imposer le silence à M. Carrillo et a ainsi découvert son propre jeu.

Quand, par la suite, M. La Malfa, lancée désormais sur la route d'une reconnaissance d'indépendance du P.C.I., a virtuellement mis en crise le gouvernement Andreotti en lui retirant l'appui de son parti et en demandant que le P.C.I. soit appelé à y participer, nous n'arrivons pas à comprendre comment il peut continuer simultanément à soutenir la thèse juste d'une politique des revenus pour faire sortir l'Italie de la crise dans laquelle elle se débat, alors qu'une telle politique économique ne pourra jamais être sincèrement acceptée par le parti communiste qui risquerait, autrement, de perdre tout son électorat.

En outre, l'excellent ami Ugo La Malfa semble avoir oublié que l'Italie est membre de l'alliance atlantique et participe à la Communauté européenne.

L'histoire de l'Europe de ces trente dernières années est pleine d'exemples de ce qu'ont promis et déclaré les communistes au moment d'entrer dans un gouvernement et ce qu'ils ont ensuite fait à brève distance quant, après avoir appliqué la politique du



hérisson et envahi toute l'aire du pouvoir, ils ont imposé partout une dictature veule aux ordres de Moscou et qui a toujours bafoué les droits de l'homme.

Pensez-y, cher La Malfa!

Un gouvernement italien auquel participerait le parti communiste, prélude à un pouvoir exclusivement communiste, ferait sauter l'O.T.A.N. déjà compromis par l'isolationnisme gaulois. Il est impensable que la Communauté européenne compte parmi ses membres un pays où la démocratie ne serait réduite qu'à une expression pour usage externe; d'autre part, il n'existerait plus la possibilité de réaliser cette Union européenne que nous souhaitons tant et qui nous semble déjà en sérieuse difficulté pour d'autres raisons.

..... ET UN REPROCHE A LA GRANDE-BRETAGNE

Il n'y a guère plus d'un an M. Callaghan, Premier ministre britannique, lança d'inquiétantes menaces: ou la C.E.E. votait de substantielles aides financières au Royaume-Uni ou celui-ci retirerait les troupes britanniques du territoire de la R.F.A.

Le fait qu'à cette époque la session des conférences SALT pour le désarmement allait s'ouvrir à Vienne et que son geste privait les Occidentaux de la force de cohésion nécessaire n'empêcha nullement la Grande-Bretagne de lancer cette menace-avertissement adressée surtout, évidemment, à Bonn, capitale d'un pays non seulement le plus directement intéressé mais aussi qui était le seul, à cette époque, à jouer le rôle de banquier en Europe et à qui il convenait de s'adresser.

Ce geste de M. Callaghan était, sans doute, plus une mise en scène pour contenter l'aile gauche de son parti; mais si l'on ajoute à cela la révolte de ses députés laboristes et, comme conséquence, le récent vote négatif des Communes contre la loi pour le suffrage universel direct du Parlement européen, ce sont là des coups très durs qui ont été portés contre la formation de l'Europe Unie, unique espérance d'une survivance libre pour les nations du vieux continent.

Le mariage entre la Grande-Bretagne et la C.E.E. n'a jamais été véritablement consommé.

Dès le début, les nations de l'Europe continentale ont démontré à l'égard du Royaume-Uni une patience extraordinaire qui a fini par prendre des dimensions «bibliques», comme l'a récemment affirmé un diplomate italien bien connu.

Il n'y a eu aucun problème communautaire pour lequel la Grande-Bretagne n'ait été d'accord avec ses partenaires et capable de renoncer à toute position d'intérêt national.

Il est à croire que ce jeu anglais ait été, parfois, celui du «mépris», pour faire peser sa participation à une union dont ce peuple ne semble guère convaincu.

La présence britannique à la Communauté, qui devrait représenter l'élément catalyseur des projets supranationaux de cette même Communauté, a ralenti, de fait, l'unification déjà rendue difficile par les problèmes objectifs de chaque pays participant.

Par contre, la Grande-Bretagne, au lieu d'être un soutien, est en train de devenir une épine dans le flanc de l'Europe, car elle reprend, volontairement ou non, sa vieille politique insulaire basée sur une Europe continentale divisée et lacérée par des conflits internes, qui représente un élément de sécurité.

Que nos amis anglais nous permettent un reproche et une invitation à ouvrir leurs yeux.

De nos jours, aucune nation du vieux continent ne peut se leurrer de vivre dans un isolement qui ne pourra, en aucun cas, être splendide, mais uniquement dangereux pour soi et pour les autres.

L'Europe a besoin de la Grande-Bretagne tout autant qu'elle-même a besoin de l'Europe dont - et il faut que son peuple en soit persuadé - elle fait indissolublement partie et dont elle suivra, qu'elle le veuille ou non, les destins économique et politique.

En raison du vote négatif donné par la Chambre des Communes, les premières élections ne pourront pas être effectuées en 1978 et ce premier pas vers l'union européenne sera reporté d'un an et peut-être même plus.

Nous prions le Seigneur pour que les nations européennes, y compris la Grande-Bretagne et la myope Mme Margaret Thatcher, n'aient pas à s'en repentir.

EUROPAEUS

IL 1978 SARA' L'ANNO DELLA RIPRESA?

Il processo formativo dell'Europa Unita è naturalmente influenzato dalle condizioni generali dell'economia e dai problemi di ordine pubblico delle nazioni che la compongono.

Pertanto è logico che, volgendo il nostro sguardo all'orizzonte del nuovo anno, ci si domandi innanzitutto: il 1978 sarà l'anno della ripresa economica?

Nelle dichiarazioni che, come di consueto, gli uomini politici rilasciano in questo periodo, affiora un senso di professionale ottimismo.

Ottimista è stato persino, in una recente intervista, l'onorevole Andreotti, primo ministro italiano, sulle sorti economiche del suo paese, indubbiamente il più debole membro della C.E.E. e probabilmente così potrebbe essere - sindacati permettendolo.

Nelle analisi degli economisti che, parimenti in questo periodo, come di consueto, appaiono sulla stampa di tutti i paesi, affiora una nota di velato pessimismo ma è pur vero che il loro mestiere consiglia alle Cassandre dell'economia di essere sempre prudenti!

Ciò che è sicuro è che ovunque gli imprenditori stanno dimostrando una decisa volontà di ripresa e sono impegnati a fondo soprattutto per incrementare le esportazioni ma non sappiamo sino a che punto i loro sforzi potranno avere successo dato che vari governi insistono nel condurre una politica di austerità comprimendo i consumi interni.

Nella C.E.E. tutti premono perché la Repubblica Federale Germanica funzioni da locomotiva trainante dell'economia comunitaria ma non sembra che i tedeschi siano disposti a sacrificare il loro benessere a favore dei membri meno abbienti della comunità almeno se questi non dimostrano prima, con chiare prove, di voler adottare una politica severa e di sacrificio riportando la loro spesa pubblica in limiti ragionevoli, incrementando gli investimenti ed effettuando una politica sociale consona alle possibilità del paese.

UN INVITO ALLA R.F.T.

Complessivamente il quadro d'insieme che si prospetta all'Europa con il 1978 non è certo tranquillizzante e la prosperità isolata di cui gode la Repubblica Federale Germanica crea sicuramente al Cancelliere Schmidt tali problemi da fargli passare più di una notte bianca.

Un insieme di motivi che non è il caso qui di elencare, portano la R.F.T. ad essere politicamente la maggiore interessata alla formazione dell'Europa unita ma proprio nello anno nel quale si concretizzeranno nuove adesioni alla C.E.E. e, senza il siluro dell'elettorato del Regno Unito, si sarebbe effettuato il grande passo della elezione del primo parlamento europeo, la parte già costruita dell'edificio europeo dà preoccupanti segni di disgregazione minacciando una catastrofe totale.

Noi invitiamo pertanto la R.F.T., anche a costo di pesanti sacrifici, di prodigarsi per mantenere a galla, in questo momento cruciale di crisi, la nave dell'unità europea.

Il Cancelliere Schmidt deve spiegare al suo popolo che la quercia germanica non può essere la sola pianta vigorosa in una foresta ove gli altri alberi intristiscono, dovrà chiedere grandi sacrifici all'apparato economico della sua nazione che, avendo vinto la battaglia contro la crisi, ha il torto di essere l'unico in Europa ad esservi riuscito.

Egli dovrà inoltre domandare al suo popolo di offrire gli aiuti con umiltà per non offendere la suscettibilità degli europei che si trovano nel bisogno e far completamente scartare a tutti l'idea che la R.F.T. intenda trasformare la sua attuale supremazia economica in una posizione di stato-guida.

La storia ha delle strane nemesi: la Germania di Hitler voleva distruggere l'Europa con la forza, a quella di Bonn spetta il destino di costruirne l'unità in umiltà e con il sacrificio.

Noi saremo fra coloro che comprenderanno e sapranno apprezzare.

..... UN APPUNTO ALLA FRANCIA

Alla fine del 1976 avevamo scritto che il Presidente Giscard d'Estaing, che già avevamo giudicato la stella-guida della nuova Europa, ci appariva da alcun tempo sempre più limitato dalla situazione politica interna della R.F. e di mese in mese meno disposto ad accordare concessioni nel settore della politica d'integrazione europea.

Ad un anno di distanza dobbiamo esprimere malinconicamente tutta la nostra disillusione per la scarsa azione europea svolta dal Presidente d'Estaing sempre più congelato dal nuovamente riaffiorante nazionalismo gallico.

Il Presidente De Gaulle, che ha avuto il torto di aver risuscitato e fatto elemento di forza della sua politica proprio questi vecchi mali francesi, perse a suo tempo molti autobus per affermarsi quale costruttore dell'unità europea.

La Francia, in un periodo di necessità, trasse De Gaulle da «Les Invalides», il museo degli uomini illustri, per farne il suo presidente e questi, recandosi all'Eliseo, prese, passando dal «Louvre», la «Grandeur» altro notevole pezzo del museo nazionale.

Ma Valéry Giscard d'Estaing è un uomo giovane, pieno di vigore e dalle idee chiare e nel quale l'idea di un'Europa unita è profondamente radicata e gli perviene in eredità dalla famiglia.

Già ha dato prove di quanto potrebbe fare per la causa europea, occorre che il paese gli consenta di operare accantonando beghe e triti nazionalismi.

La Francia ha bisogno di un'Europa unita non meno degli altri paesi partecipanti. Nessuno può ormai più isolarsi, lo hanno capito anche gli U.S.A.

La Francia deve partecipare ad una politica estera europea comune. Il suo atteggiamento nei confronti dell'U.R.S.S. sarebbe stato meglio se lo avesse assunto in nome della Comunità. Tuttavia questa azione è parimenti apprezzabile perché non era opportuno lasciare gli USA trattare da soli con l'URSS escludendo così l'Europa dalla grande politica mondiale.

Ma quando la Francia tratta problemi dei paesi dell'Est europeo ci sembra che sarebbe giusto che li esaminasse e discutesse direttamente con le nazioni interessate e non con la Russia o tramite questa riconoscendo così esplicitamente a quei paesi lo status di «satelliti» della potenza sovietica.

..... UN MONITO ALL'ITALIA,

La profonda crisi che travagliò l'Italia nel primo dopo-guerra e che sfociò, nel lontano 1922, nella marcia su Roma e l'avvento al potere del fascismo affondava le sue radici nel malessere economico e sociale del paese che, per la prima volta, era stato chiamato a costituire un esercito popolare che si era battuto per la formazione della nazione.

Le masse popolari, assolto questo loro dovere pagato con sangue e sacrifici, avevano preso coscienza dei loro diritti civili e sociali e ne avevano richiesto a gran voce il

legittimo riconoscimento.

Il giovane socialismo italiano, impetuoso e passionale, guidò l'agitazione sulle piazze ed in un primo momento parve capace di poter esprimere un programma ed un governo in grado di realizzarlo.

Ma in realtà non seppe varare una soluzione costruttiva per il rinnovamento della società nazionale, la forza che credeva di poter dominare gli sfuggì di mano e finì col dividere e scontentare le masse popolari consentendo così che il seme gettato ad Ancona dal sovversivo Bakunin nel corso del 1° Congresso comunista italiano potesse alla fine attecchire e germogliare aggravando il disordine e l'inquietudine del paese.

Valori morali e sentimenti nazionali per i quali il popolo aveva pagato un prezzo doloroso venivano vilipesi e derisi senza che venissero proposti altri valori ed altre mete che ne potessero prendere il posto.

Nello stato di sfacelo generale nel quale l'Italia si trovava una soluzione capace di riportare l'ordine, da qualunque parte scaturisse, non poteva che essere accolta favorevolmente dalla stragrande maggioranza della popolazione.

Fu quella la prima grande occasione mancata dal partito socialista italiano.

Nell'incapacità di presentare ed imporre una propria soluzione largamente sociale il partito entrò in crisi e generò dalle sue file il Signor Mussolini.

L'uomo era forte ed audace. La soluzione fascista che egli impose fu accolta con sollievo dalla stragrande maggioranza del paese, come era d'altronde inevitabile.

Il vecchio partito liberale, che per lunghi anni aveva guidato l'Italia, non aveva saputo rinnovarsi ed il giovane partito popolare, troppo intriso dall'odore di sacrestia, appariva più uno strumento di rivincita gueffa che un partito nazionale. Da molti si temeva che per suo mezzo il papato, dopo aver perso Roma nel 1870, tentasse ora di conquistare il potere temporale su tutta l'Italia.

Questo per la verità storica e la responsabilità che ne derivano.

..... AL PARTITO SOCIALISTA ITALIANO

La situazione nella quale si presenta l'Italia in questo inizio del 1978 ricorda per vari aspetti quella del 1922 mentre se ne differenzia notevolmente per altri.

Anche questa volta vi è alla base un diffuso malessere economico che nel 1922 era la pesante ma naturale eredità di un dopo-guerra mentre ora non sappiamo per quanta parte sia naturale e quanto derivi da errori di politica governativa e sindacale.

Anche ora la vita e la coscienza del paese sono turbati da limitate ma attivissime forze sovversive questa volta di due fazioni estreme, l'una rigurgito del più deleterio e decadente fascismo, l'altra generata dal partito comunista inizialmente con precisi fini strategici e che ha finito, ma non sappiamo quanto, col prendere la mano allo stesso partito genitore.

La spinta ed il desiderio di rinnovamento della società nazionale sono ora se non più forti certamente sentiti da strati molto più larghi di popolazione.

Mai come in questo momento l'Italia è stata pronta per un governo socialista ma portatore di un socialismo moderno nel quale non vi è posto per la barba del vecchio Marx e la faccia da mongolo del signor Lenin, che non abbia quale bandiera quella nazionale dell'URSS e non spacci per democrazia la dittatura del proletariato.

Ma purtroppo oggi come allora il Partito socialista italiano sembra sia incapace di approfittare di questa seconda grande occasione.

Già scisso, il troncone più ancorato agli schemi di un socialismo barboglio e sorpassato sembra non sapere fare altro che battersi per aprire la strada del potere al partito comunista.

La nazione chiede ancora una volta una soluzione sociale e democratica ed il partito socialista, con una politica rinunciataria e suicida, non sa dare al paese che una soluzione comunista!

In versione nera o rossa il P.S.I. sembra non sia capace di offrire altro che una dittatura!

E' veramente una disgrazia che il P.S.I., malgrado l'internazionalismo di cui si vanta, sia in realtà così provinciale e soffra, nei confronti del P.C.I., di un complesso d'inferiorità tale da non riuscire a persuadersi che nel futuro parlamento europeo lo schieramento socialista sarà notevole tanto da sfiorare la maggioranza mentre quello comunista rappresenterà una esigua minoranza tale da ridimensionare, anche in sede nazionale, l'importanza del comunismo italiano.

..... ED AL SIGNOR UGO LA MALFA

Ci spiace dover avanzare anche un rimprovero al Signor Ugo La Malfa, del quale, proprio da queste colonne, è stato ripetutamente elogiato l'acuto senso di analisi critica economica e verso il quale nutriamo una profonda stima ed una sentita ammirazione per la linearità e coerenza con le quali ha sempre condotto le sue battaglie politiche.

Ma anche fra amici non si può essere sempre d'accordo ed in questo caso è giusto ed onesto avanzare e motivare la propria critica.

Già nello scorso mese di novembre quando il signor La Malfa avanzò i suoi vivi elogi al signor Berlinguer per il contenuto del suo intervento al congresso del P.C. tenuto a Mosca per commemorare il 60° anniversario della Rivoluzione d'ottobre, ci siamo trovati a non condividere quel suo sincero entusiasmo.

Evidentemente il discorso tenuto dal signor Berlinguer aveva avuto il preventivo placet del Cremlino dato che di ogni intervento a quel democratico convegno occorreva sottoporre il testo scritto al padrone di casa.

E se questi ha consentito all'italiano Berlinguer di pronunciare una dichiarazione di indipendenza ma lo ha proibito allo spagnolo signor Carrillo a nostro parere non vuol dire che il signor Berlinguer sia stato coraggioso ma semplicemente che il Cremlino ha ritenuto opportuno che il signor Berlinguer facesse apparire il partito comunista italiano capace di prendere le distanze da Mosca dato che è nei suoi fini che il P.C.I. entri nel governo del paese. Naturalmente è di straordinaria importanza per Mosca avere adepti nel governo di una nazione membro del Patto Atlantico e che costituisce la naturale portaerei del Mediterraneo.

In Spagna il locale partito comunista questo non può per ora pretenderlo e quindi Mosca ha commesso l'errore d'imporre il silenzio al signor Carrillo scoprendo però così il suo gioco.

Quando poi il signor La Malfa, avviato ormai sulla strada di un riconoscimento d'indipendenza del P.C.I. ha posto virtualmente in crisi il governo Andreotti ritirandogli l'appoggio del suo partito e chiedendo che il P.C.I. venga chiamato a parteciparvi, noi non riusciamo a comprendere come egli possa contemporaneamente seguitare a sostenere la sua giusta tesi di una politica dei redditi per far uscire l'Italia dalla crisi nella quale si dibatte, quando un tale tipo di politica economica non potrà mai essere sinceramente accettata dal Partito Comunista che rischierebbe altrimenti di perdere tutto il suo elettorato.

Inoltre l'ottimo amico Ugo La Malfa sembra aver dimenticato che l'Italia è membro dell'alleanza atlantica e partecipe della comunità europea.

La storia europea di questo ultimo trentennio è piena di esempi di quello che i comunisti hanno promesso e dichiarato all'atto di entrare in un governo e quello che poi hanno fatto a breve distanza di tempo, quando, dopo aver applicata la politica del riccio ed invasa tutta l'area del potere, hanno ovunque imposto una dittatura supina agli ordini di Mosca e nella quale i diritti dell'uomo sono sempre andati a farsi benedire.

Ci pensi, caro La Malfa!

Un governo di partecipazione comunista in Italia, preludio di un potere esclusivamente comunista, farebbe saltare la NATO già incrinata dall'isolazionismo gallico. La comunità europea non potrebbe avere per membro un paese nel quale la democrazia sarebbe ridotta solo ad un'espressione per uso esterno e salterebbe quindi la possibilità di realizzare quell'Unione Europea che tanto auspichiamo e che già, per altri versi, ci appare in difficoltà.

IL LUNGO ROSARIO DELLA VIOLENZA

25 APRILE 1969 - Milano: bomba alla Fiera di Milano e alla stazione centrale (feriti).

21 MAGGIO 1969 - Roma: sventato un attentato al palazzo di giustizia.

8 AGOSTO 1969 - Bombe sui treni: Milano, Grignone, Venezia, Chiari, Mira, Orvieto, Pescara, Pescara, Caserta.

15 SETTEMBRE 1969 - Padova: bomba presso l'ufficio del rettore dell'università.

12 DICEMBRE 1969 - Milano: strage di piazza Fontana, 16 morti.

11 OTTOBRE 1970 - Trento: bombe in tre cinema. Ferita una donna.

15 OTTOBRE 1970 - Trento: bomba esplose in municipio (danni).

26 GENNAIO 1971 - Lainate: attentato alle piste della Pirelli (danni molto gravi).

3 FEBBRAIO 1971 - Catanzaro: una bomba uccide Giuseppe Malacaria durante una manifestazione antifascista.

14 FEBBRAIO 1971 - Pisa: nell'attentato a una macelleria muore un universitario, Giovanni Persoglio.

16 APRILE 1971 - Milano: bomba al tritolo nella sede PSI di viale Lunigiana.

20 MAGGIO 1971 - L'Aquila: attentato contro la caserma «Rossi» degli alpini.

22 MAGGIO 1971 - Milano: bombe firmate Sam (squadre azione Mussolini) contro «Il Giorno», una sezione PCI e una sede dell'ANPI.

2 GENNAIO 1972 - Palermo: bomba contro il quotidiano «L'Ora».

6 GENNAIO 1972 - Ascoli Piceno: attentato con gravi danni al ripetitore Rai-Tv.

18 FEBBRAIO 1972 - Torino: bomba al sindacato autonomo dell'auto.

30 MAGGIO 1972 - Peteano (Gorizia): esplose auto al tritolo, muoiono tre carabinieri.

3 GIUGNO 1972 - Milano: tritolo contro Ibm, Honeywell, Banca d'America e d'Italia.

3 AGOSTO 1972 - Trieste: incendio all'oleodotto per la Baviera.

12 OTTOBRE 1972 - Sondrio: fallito attentato al plastico sulla linea ferroviaria per Milano. Prima durante i «molti» di Reggio, c'era stato un attentato con morti.

20 OTTOBRE 1972 - Reggio Calabria: fallito attentato al treno che trasporta i lavoratori per la manifestazione sindacale nella città calabrese.

24 NOVEMBRE 1972 - Venezia: scoperta bomba sul treno Venezia-Roma.

4 FEBBRAIO 1973 - Brescia: attentato alla federazione socialista.

7 APRILE 1973 - Genova: fallito attentato di Nico Azzi sul Torino-Roma.

15 APRILE 1973 - Roma: incendio a Primavalle, muoiono due figli del segretario della sezione missina.

17 MAGGIO 1973 - Milano: bomba contro la questura, quattro morti.

22 DICEMBRE 1973 - Milano: disinnescati 7 ordigni nei magazzini Coin e Rinascente.

27 MARZO 1974 - Varese: esplose una bomba al mercato, un morto.

21 APRILE 1974 - Firenze: sabotaggio sulla ferrovia Firenze-Bologna; saltano 20 metri di binario; la prontezza del guidatore evita il deragliamento.

10 MAGGIO 1974 - Bologna e Ancona: bombe firmate «Ordine Nero», solo danni.

19 MAGGIO 1974 - Brescia: salta in aria, in piazza del Mercato, Silvio Ferrari (bomba sulla moto).

28 MAGGIO 1974 - Brescia: strage di piazza della Loggia, nove morti.

4 AGOSTO 1974 - San Benedetto Val di Sambro: strage dell'Italicus, 12 morti.

9, 16 NOVEMBRE 1974 - Savoia: bombe in un palazzo, in una scuola e alla ferrovia.

7 GENNAIO 1975 - Terontola (Arezzo): divieto da una bomba il binario della Roma-Firenze.

13 APRILE 1975 - Ancona: disinnescato ordigno (esplosione aprirà un cratere di 10 metri di diametro) al palazzo della regione.

28 MAGGIO 1976 - Sezze Romano: il deputato missino Sandro Saccucci spara durante una manifestazione, uccide Luigi De Rosa, 19 anni, comunista mentre resta ferito Antonio Spirito, 20 anni, di Lotta Continua.

16 DICEMBRE 1976 - Brescia: un morto per una bomba in piazza Arnaldo.

11 MARZO 1977 - Bologna: è ucciso con un colpo di pistola lo studente di sinistra Francesco Lorusso.

12 MAGGIO 1977 - Roma: durante una manifestazione non autorizzata promossa dal partito radicale viene uccisa con un colpo d'arma da fuoco la studentessa Giordiana Masi.

2 GIUGNO 1977 - Milano: ferito a rivoltellate il giornalista Indro Montanelli (altri giornalisti feriti in modo analogo: Vittorio Bruno a Genova, Emilio Rossi a Roma, Antonio Garzotto a Abano Terme, Leone Ferrero a Torino).

30 SETTEMBRE 1977 - Roma: estremisti di destra uccidono a rivoltellate l'estremista di sinistra Walter Rossi.

1 OTTOBRE 1977 - Torino: Roberto Crescenzo muore ustionato in seguito a una bomba scoppiata in un bar frequentato da estremisti di destra.

16 NOVEMBRE 1977 - Torino: ferito a rivoltellate il giornalista Carlo Casalegno; morirà il 29 novembre dopo 13 giorni di agonia.

28 NOVEMBRE 1977 - Bari: il giovane comunista Benedetto Petrone viene ucciso a coltellate da estremisti di destra.

I GIORNI DI FUOCO A ROMA

23 DICEMBRE: due giovani in Vespa sparano sette colpi di pistola contro lo studente sedicenne Massimo Pilla, simpatizzante di sinistra. Il giovane viene gravemente ferito.

24 DICEMBRE: alcuni giovani sparano, sulla soglia di casa, a Franca Pucci, moglie di un giornalista del «Secolo d'Italia», quotidiano del MSI. La colpiscono soltanto di striscio.

25 DICEMBRE: Roberto La Spada, 27 anni, redattore di Radio Città Futura, di sinistra, viene raggiunto da quattro colpi di pistola sparati da un commando neofascista.

28 DICEMBRE: un killer uccide con tre colpi di pistola Angelo Pistolesi, esponente missino coinvolto nei fatti di Sezze Romano del maggio '76, assieme a Saccucci.

Gli inquirenti sembrano tuttavia propensi a non ritenerlo un attentato politico. Nella stessa giornata vengono feriti tre giovani di sinistra davanti al bar «Polo Nord». La polizia chiude la sezione del MSI di Talenti. Esplose inoltre una rudimentale bomba di carta davanti alla casa romana di Alberto Moravia.

30 DICEMBRE: gruppo di estremisti di destra lanciano bottiglie molotov contro le sedi del «Messaggero» e dell'«Espresso», fracassando vetrine dei negozi. La sera davanti al cinema Clodio vengono feriti a colpi di revolver due giovani di sinistra: Fernando Di Giacomo, 19 anni, e Sebastiano Ciaravella, 20 anni.

4 GENNAIO: un commando fascista irrompe nella portineria del «Corriere della Sera», in via Ca-

strense, lanciando molotov. Il portiere Oindo Dell'Ova resta ustionato.

7 GENNAIO: alcuni giovani appartenenti ad «Nuclei armati per il contropotere territoriale» tendono un agguato ad alcuni missini, davanti alla loro sezione di via Acca Laurentia. Restano uccisi dalle revolverate Franco Biganzetti di 20 anni e Francesco Ciavatta di 19 anni. Nei tumulti successivi, in un conflitto coi carabinieri, resta ucciso Stefano Recchioni, 20 anni, anch'egli missino.

8 e 9 GENNAIO: si scatena la ritorsione fascista. Nelle zone del Tuscolano, al quartiere Prati e ai Parioli vengono ritardate numerose auto e si formano posti di blocco. Uno studente di sinistra è accoltellato alle spalle e altri feriti in seguito a percosse.

Dalla «Domenica del Corriere» del 26 gennaio 1978

Poco più di un anno fa il signor Callaghan, primo ministro britannico, lanciò inquietanti minacce: o la C.E.E. votava sostanziosi aiuti finanziari per il Regno Unito o questi avrebbe ritirato le truppe britanniche dal territorio della R.F.T.

Il fatto che in quel momento stava per aprirsi a Vienna una sessione della conferenza SALT per il disarmo e che il suo gesto privava gli occidentali della forza della coesione non impedì all'Inghilterra di avanzare questa minaccia-avvertimento evidentemente indirizzata soprattutto a Bonn, non solo la nazione più direttamente interessata ma anche, in quel momento, l'unico banchiere europeo al quale conveniva rivolgersi.

Probabilmente quel gesto del signor Callaghan era più che altro una messa in scena per contentare l'ala sinistra dello schieramento del suo partito ma unito alla rivolta dei suoi deputati laburisti ed il conseguente recente voto negativo dei Comuni alla legge per il suffragio universale diretto del Parlamento Europeo, sono stati colpi durissimi alla formazione dell'Europa Unita, unica speranza di una sopravvivenza libera per le nazioni del vecchio continente.

Fra la Gran Bretagna e la C.E.E. un vero completo matrimonio non è mai avvenuto.

Sin dall'inizio le nazioni dell'Europa continentale hanno dimostrato nei confronti del Regno Unito una straordinaria pazienza che ha finito per assumere dimensioni «bibliche» come ha recentemente affermato un noto diplomatico italiano.

Non vi è stato problema comunitario nel quale l'Inghilterra sia stata d'accordo con gli altri e sia stata capace di rinunciare a qualche posizione d'interesse nazionale.

Alcune volte quello inglese sembra quasi sia stato un gioco «a dispetto» per far pesare la partecipazione ad una unione della quale quel popolo non sembra affatto convinto.

La presenza britannica alla comunità, che doveva rappresentare l'elemento catalizzatore dei progetti sopranazionali della Comunità stessa, ha di fatto rallentato l'unificazione già resa difficile dai problemi oggettivi delle singole nazioni partecipanti.

L'Inghilterra invece che un sostegno sta diventando una spina nel fianco dell'Europa, riprendendo - volontariamente o no - l'antica politica isolana per la quale un'Europa continentale divisa e lacerata da conflitti interni, era elemento di base per la sua sicurezza.

Ci consentano gli amici inglesi un rimprovero ed un invito ad aprire gli occhi.

Oggi nessuna nazione del vecchio continente può più illudersi di vivere in un isolamento che in nessun caso potrà essere splendido ma solo pericoloso per se e per gli altri.

L'Europa ha bisogno dell'Inghilterra non meno di quanto questa ha bisogno della Europa della quale, occorre che il suo popolo se ne persuada, fa inscindibilmente parte e della quale seguirà in ogni caso le sorti economiche e politiche.

Per colpa del voto negativo dato dalla Camera dei Comuni le prime elezioni europee non potranno essere effettuate nel 1978 e questo primo passo verso l'unione europea slitterà di un anno e forse più.

Preghiamo Iddio che le nazioni europee, compresa l'Inghilterra e la miope signora Margaret Thatcher, non abbiano a pentirsene.

EUROPAEUS



WILL 1978 BE THE YEAR OF RECOVERY?

Naturally, the process of formation of United Europe is influenced by the general conditions of the economy and by problems of public order in the countries it comprises.

It is quite logical, therefore, as we turn our eyes to the horizon of the new year, to ask first and foremost: will 1978 be the year of recovery?

In the statements that politicians usually issue at this time of year, one perceives a sense of professional optimism.

In a recent interview, even the right honourable Andreotti, the Italian prime minister, was optimistic when he spoke of the economic destiny of his country, which is undoubtedly the weakest of the Common Market countries, and he may well be right - trade unions permitting.

In the analyses of the economists, which are also issued around this period as a rule, and published in the press in all countries, there is a veiled pessimism, but it's also true that their job is to advise soothsayers of the economy to be prudent all the time!

It is a certain fact that entrepreneurs everywhere are showing how determined they are to achieve recovery and are doing everything in their power above all to increase exports, but one does not know how much success their efforts will meet, given that the various governments are insisting on pursuing policies of austerity, restricting domestic consumption.

In the EEC, everyone wants West Germany to act as a locomotive to haul the community economy along, but the Germans do not seem to be very willing to sacrifice their well-being to help their less well-off colleagues in the Community, at

least unless the latter give clear proof beforehand that they intend to adopt strict policies and sacrifices by keeping public expenditure within reasonable limits, by increasing investments and by implementing social policies that are in line with their countries' possibilities.

AN INVITATION TO WEST GERMANY

All in all, the general outlook for 1978 for Europe is not very consoling and the isolated prosperity of West Germany must certainly give Chancellor Schmidt headaches that not infrequently keep him awake at night.

There is a whole host of reasons - that needn't be listed here - why the Federal Republic of Germany should be the most interested in the formation of United Europe but, in this year when entry into the Common Market of new countries will be finalized and when, if it were not for the torpedo launched by the United Kingdom, the great step of electing the first European parliament would have been made, the already erected part of Europe is showing worrying signs of disgregation with threats of total collapse.

We should therefore like to invite West Germany, even if it has to make great sacrifices in the process, to do all in its power in this crucial, critical moment, to keep the ship of European unity afloat.

Chancellor Schmidt must explain to his people that the oak of Germany cannot be the only healthy tree in a forest where the other trees are withering, and he must ask great sacrifices from the economic apparatus of his country which, having won the

battle against the crisis, has the defect of being the only one in Europe to have done so.

He must also ask his people to offer their help humbly so as not to offend the susceptibility of the needful Europeans, and he must rid everyone of the idea that West Germany intends to transform its present economic supremacy into a position of leader-state.

History wreaks strange vengeance: Hitler's Germany wanted to destroy Europe with its power and it is now up to Bonn to build up Europe's unity with humility and sacrifice.

We shall be among the many who will understand and appreciate.

..... A NOTE FOR FRANCE

Towards the end of 1976, we were writing that President Giscard d'Estaing, whom we had already judged as being the leading light of the new Europe, seemed to us for some time to have been ever more restricted by France's domestic situation and, as the months went by, was ever less willing to grant concessions regarding the political integration of Europe.

Now, one year from that time, we have to confess how sadly disappointed we are for the scanty efforts made for Europe by President d'Estaing, who is ever more restricted now by a freshly budding nationalism and Gaullism in France.

President de Gaulle, whose defect was that he resuscitated these old national evils and made them powerful instruments in his own policies, also lost a number of chances of making a name for himself as a constructor of European unity.

At a time of need, France took de Gaulle from Les Invalides, the museum of famous men, and made him its president and he, as went on his way to the Elysée, passed by the Louvre and picked up Grandeur, another notable piece in the national museum.

But Valéry Giscard d'Estaing is a young man, full of energy, with clear ideas, and in him the idea of a United Europe has deep roots and these roots he inherited from his family.

He has already shown what he could do for the European cause and now his country must let him get down to work by put-

ting aside squabbles and trite nationalism.

France needs a United Europe just as much as the other European countries. No-one can remain in isolation - even Britain and the USA have understood that.

France must be part of a common European foreign policy. Its attitude towards the USSR would be better if it had adopted it in the name of the Community. But is it appreciated all the same, for it would not be opportune to leave the USA alone to deal with the USSR, with the consequent exclusion of Europe from world politics.

But when France deals with problems regarding Eastern European countries, we feel it would be right if it examined them and discussed them directly with the countries concerned, and not with Russia or through Russia, for all it does is explicitly acknowledge the status of those countries as satellites of Soviet power.

..... A WARNING FOR ITALY

The deep-rooted crisis that afflicted Italy immediately after the First World War and led, way back in 1922, to the march on Rome and the advent of fascism had its origins in the economic and social malaise of the country which, for the first time ever, had been called upon to form a people's army that had fought to shape the nation.

The masses performed their duty and paid with blood and sacrifice and then became aware of their civil and social rights and loudly claimed legitimate acknowledgement of them.

Italian socialism was in its youth, impetuous and hot-headed; it led agitation in the streets and at the beginning, it seemed as though it would be able to produce a platform and a government capable of carrying it through.

But it was, in fact, not able to put forward a constructive solution that would give Italian society fresh impetus, and the power it thought it could handle slipped from its hands and, in the end, split the masses and aroused their discontent and created the conditions whereby the seeds sown in Ancona by the subversive Bakunin during the Ist Congress of the Italian Communist Party were able to germinate and blossom, the result being more serious disorder and unrest in the country.

The moral values and national sentiment which the people had paid a heavy price for were vilified and scorned without any other values and objectives being put forward to take their place.

In this general state of disarray in which Italy found itself, any solution, wherever it came from, that would bring order back into the country, could only be welcomed by the vast majority of the population.

The Italian Socialist Party had lost its first great chance.

Unable to put forward a solution of its own, with broadly social terms of reference, the party plunged into a state of crisis and up from its ranks came Mister Mussolini.

Here was a strong man, and bold. The fascist solution he imposed was welcomed with relief by most of the country, inevitably.

The old Liberal Party that had guided Italy for many a year couldn't keep up with things, and the younger Popular Party, smacking far too much of the Church, seemed more like an instrument of Guelphic revenge than a national party. Many feared that after having lost Rome in 1870, the Papacy would now try to achieve temporal power over all Italy through this party.

So much for historical truth and the responsibilities deriving from it.

... FOR THE ITALIAN SOCIALIST PARTY

The situation of Italy in this early 1978 is in some ways similar to 1922 while in other ways it is very different.

Now as then, there is an underlying economic malaise. In 1922 it was the weighty, but natural heritage of the war, whereas now, we cannot know how much of it is natural and how much due to government and trade-union mistakes.

Now as then, the life and conscience of the country are being disturbed by limited, but very active subversive forces, this time from two extremist factions, one of them spewed up from the most deleterious and decadent fascism, the other born of the Communist Party, initially with very precise strategic aims, but which has ended up, who knows to what extent? by shaking

off the reins of its parent party.

The drive towards and desire for a renewal in national society, if now not so strong, are certainly more deeply and widely felt by more of the population.

Never as now has Italy been more ready for a socialist government, but it must be the bearer of a modern socialism in which there is no room for the beard of Karl Marx or for the Mongol features of Lenin, whose flag has nothing to do with the national flag of the USSR and which doesn't flout the dictatorship of the proletariat as democracy.

Unfortunately, now as then, the Italian Socialist Party seems incapable of capitalizing on this its second great chance.

Split already, its stump even more closely attached to the schemes of a decrepit, antiquated socialism, it doesn't seem to be doing anything other than fight so as to open the way to power for the communist party.

Once again, the nation wants a social, democratic solution and the socialist party, with its policies of renunciation and suicide, can only offer the country a communist solution!

Red or black as it may be, the Italian Socialist party only has dictatorship to offer!

It's a real tragedy that, in spite of its often vaunted international nature, the Italian Socialist Party is merely provincial and, when compared to the Italian Communist Party, seems to suffer from an inferiority complex so invasive that it is unable to convince itself that the socialist component of the future European parliament will virtually be the majority whereas the communist component will be such a small minority that the importance of Italian communism, even on a national scale, will really be brought down to size.

..... AND TO MR UGO LA MALFA

We are afraid we also have to scold Mr Ugo La Malfa. In these our columns, we have repeatedly praised him for his sharp sense of critical economic analysis and we really esteem him deeply and admire him for the single-purposeness and coherence with which he has always conducted his political battles.

But friends cannot always agree, and we feel it is honest and just to offer and justify a certain criticism.

As recently as last November, when Mr La Malfa was showering praise on Mr Berlinguer for the latter's contribution to the Congress of the Communist Party held in Moscow in commemoration of the 60th anniversary of the October Revolution, we found we could not share his sincere enthusiasm.

Obviously, Mr Berlinguer's speech had been given the green light by the Cremlin, since every intervention at the Congress had to be previously approved by the hosts after due submission of the text in writing.

If the hosts allowed Berlinguer, the Italian, to pronounce a declaration of independence, but stopped Carrillo, the Spaniard, from doing so, this, in our view, doesn't mean that Mr Berlinguer was bold, but simply that the Cremlin thought it opportune to let Mr Berlinguer make it seem as though the Italian Communist Party was able to take its distances from Moscow, given that one of the Party's objectives is to help govern the country. It is obviously very important for Moscow to have someone in the government of an Atlantic Pact country, on, one might say, the natural aircraft-carrier of the Mediterranean.

Now the Spanish Communist Party is by no means able to take up this rôle at the moment and so Moscow has committed the error of imposing silence on Mr Carrillo, thus showing its hand.

Then, when Mr La Malfa, well on the way towards recognition of the independence of the Italian Communist Party, put the Andreotti government in a state of crisis more or less by withdrawing his support for the Christian Democrat Party and asking that the Communist Party be called upon to take part in government, we simply cannot understand how he can, by the same fell swoop, continue to maintain his just thesis of an incomes policy to get Italy out of the crisis it is floundering in when such a policy can never be sincerely accepted by the Communist Party which otherwise would lose all its supporters.

Furthermore, our good friend Ugo La Malfa seems to have forgotten that Italy is a member of the NATO Pact and is part of the European Economic Community.

European history over the past thirty years is full of examples of what the communists have promised and declared when on the point of entering government and what they have done shortly after when, having applied a hedgehog policy and having invaded the entire area of power, they have everywhere installed a dictatorship subordinated to the directives of Moscow in which the rights of man have always been blown to smithereens.

Think this over, La Malfa, please!

An Italian government with communist participation, precluding an exclusively communist power, would be like a depth charge under NATO, limping as it is from Gallic isolationism. The European Community would not be able to stand a member country where democracy is reduced to a mere expression for external use only, and that would be the end of the possibility to have that European Union we long for so much and which, we feel, is already in deep waters for a number of other reasons.

..... AND A GOOD TELLING-OFF .
FOR BRITAIN

Little more than a year ago, Mr Callaghan, the British Prime Minister, made certain disturbing threats: either the EEC voted for substantial financial aid for the United Kingdom or the latter would have to withdraw its troops from the territory of the German Federal Republic.

Now the fact that a meeting of the SALT conference was then about to open in Vienna - to discuss disarmament - and that Callaghan's gesture deprived the West of its force of cohesion, did not prevent Britain from making this warning-threat that was obviously directed towards Bonn, not only the most directly involved nation but also, at that time, the only banker in Europe that one could conveniently turn to.

Probably, Mr Callaghan's gesture was, more than anything else, a put-up show to content the left wing of the party but, together with the rebellion of his Labour members and the consequent negative vote of the Commons on the Law for direct universal suffrage elections of a European parliament, it was a harsh blow to the formation of United Europe, the only hope of a free survival for the nations of the Old Continent.

There has never been a real marriage between the EEC and Great Britain.

From the very beginning, the European nations have shown great patience with the United Kingdom and this patience, in the recent words of one noted Italian diplomat, ended up by assuming «Biblical» proportions.

In no Community problem has Britain been in agreement with the others or has been able to renounce some position of national interest.

At times, Britain seems almost to be playing a «spiteful» game to make its participation in a union its people didn't really seem convinced about weigh heavily.

British participation in the Community should have been a sort of catalyst for the supranational projects of the Community but has only slowed down a unification that had already been made difficult by the objective problems of the individual member countries.

And Britain, instead of being a support, is becoming a thorn in the side of Europe by taking up again - willingly or otherwise - the old insular policy which made conti-

ental Europe, divided and wounded by internal conflicts, a basic element for its very security.

So, a sharp word for our British friends, and a warm invitation - open your eyes, please.

Nowadays, no nation of the Old Continent can delude itself that it can live in an isolation which, in no case, can be splendid but only dangerous for itself and for the others.

Europe needs Britain no less than Britain needs Europe which - let its people be persuaded of this - it is part of and whose political and economic destiny it too must follow, whatever happens.

As a result of the negative vote made by the House of Commons, the first European elections will not take place in 1978 and so this first step towards European unity will have to wait for at least a year, if not more.

We pray God that the European nations, including Britain and its shortsighted Mrs Margaret Thatcher, won't have to repent for that.

EUROPAEUS



WIRD DAS 1978 DAS JAHR DES OEKONOMISCHEN AUFSCHWUNGS SEIN?

Der Bildungsprozess eines einheitlichen Europas wird natuerlich von dem allgemeinen Zustand der Wirtschaft und von den oeffentlichen Problemen der einzelnen Nationen beeinflusst.

Wenn man in die Zukunft blickt, fragt man sich logischerweise, ob das neue Jahr 1978 einen oekonomischen Aufschwung mit sich bringen wird.

Aus den Aussagen, die wie gewoehnlich die Politiker in dieser Zeit machen, geht ein gewisser professioneller Optimismus hervor.

Selbst der Abgeordnete Andreotti, italienischer Minister-praesident, schien anlaeslich eines kuerzlich stattgefundenen Interviews bezueglich des wirtschaftlichen Geschickes seines Landes optimistisch zu sein, obwohl Italien das schwaechste Glied der E.W.G. ist, und man noch nicht weiss, ob die Gewerkschaften den Aufschwung dieses Landes zulassen werden.

Aus den Analysen der Oekonomisten, die wie gewoehnlich in dieser Periode in der Presse der ganzen Welt erscheinen, geht ein verschleierter Pessimismus hervor; es stimmt jedoch, dass die Hellseher der Oekonomie auf Grund ihres Berufes mit den Aussagen immer vorsichtig umgehen.

Was sicher fest steht ist, dass ueberall die Unternehmer einen entschiedenen Aufschwungswille zeigen und sich besonders darum bemuehen, den Export zu foerdern. Wir wissen jedoch nicht, bis zu welchem Grade ihre Muehe und Anstrengungen erfolgreich sein werden hinblicklich der Tatsache, dass mehrere Regierungen darauf bestehen, eine Politik der «Austerity» weiterzufuehren und den Konsum innerhalb des Landes zu drosseln.

In der E.W.G. bestehen alle darauf, dass die Bundesrepublik Deutschland die Rolle der Lokomotive in der europaeischen gemeinschaftlichen Oekonomie annimmt.

Es scheint aber, dass die Deutschen nicht bereit sind, auf ihren Wohlstand zugunsten der weniger reichen Gemeindemitglieder zu verzichten, wenn diese nicht vorher mit klaren Taten zeigen, dass sie eine ernste und opferwillige Politik unternehmen wollen, indem sie ihre Staatskosten auf ein annehmbares Minimum reduzieren, die Investitionen steigern und eine den Landesmoeglichkeiten angepasste Sozialpolitik durchfuehren.

EINE EINLADUNG AN DIE B.R.D.

Im allgemeinen sind Europas Aussichten fuer das Jahr 1978 nicht sehr beruhigend und die isolierte «Blutezeit» der B.R.D. macht sicherlich dem Bundeskanzler Schmidt zu schaffen und wird ihm manch schlaflose Nacht kosten. Eine Anzahl von Gruenden, die wir hier nicht aufzaehlen moechten, fuehren dazu, die B.R.D. zu dem groessten Interessenten eines vereinigten Europas zu machen.

Aber gerade in dem Jahre, in dem andere Staaten der E.W.G. beitreten werden, und in dem die Wahlen des ersten europaeischen Parlaments stattgefunden haetten, wenn nicht

die englische Waehlerschaft dagegen geschossen haette, zeigt der schon gebaute Teil des europaeischen Gebaeudes bedenkliche Risse, und es droht eine Totalkatastrophe.

Wir fordern deshalb die B.R.D. auf, sich zu bemuehen - wenn auch auf Kosten von grossen Anstrengungen -, in diesem schweren Augenblick Europas Einheit aufrecht zu halten.

Bundeskanzler Schmidt wird seinem Volke klar machen muessen, dass die deutsche Eiche nicht der einzig gesunde Baum in einem von duerren Baeumen bepflanzten Walde sein kann; weiterhin wird er nicht geringe Opfer von dem wirtschaftlichen Apparate seiner Nation verlangen muessen, denn die B.R.D. traegt die «Schuld», als einzige in Europa den Kampf gegen die Krise gewonnen zu haben.

Bundeskanzler Schmidt soll wiederum sein Volk dazu anspornen, seine Hilfe mit Demut anzubieten, um die Europaeer, die in Schwierigkeiten sind, nicht an ihrer empfindlichen Stelle zu beruehren, sodass niemand auf den Gedanken kommen koennte, die B.R.D. wollte ihre aktuelle wirtschaftliche fuehrende Stellung ausnuetzen und zum Fuehrungsstaat werden.

Die Geschichte erlebt komische Nemesis: das Deutschland Hitlers wollte Europa mit Gewalt zerstoeren, waehrend das Deutschland von Bonn jetzt dazu aufgerufen wird, die Einheit Europas mit Verzicht und Demut zu bilden.

Wir gehoeren zu den Europaeern, die es zu verstehen und zu schaeetzen wissen werden.

..... EIN VORWURF AN FRANKREICH

Ende 1976 haben wir geschrieben, dass der Praesident Giscard d'Estaing, den wir fuer einen Leitstern des neuen Europas hielten, immer mehr in seiner Taetigkeit durch die franzoesische Innenpolitik eingeschaenkt wurde und von Monat zu Monat immer weniger gewillt war, Zugestaendnisse bezueglich europaeische Ergaenzungspolitik zu machen.

Ein Jahr spaeter muessen wir enttaeuscht feststellen, wie wening Giscard d'Estaing sich fuer Europa eingesetzt hat, wohl durch den aufkommenden Nationalismus und Galilismus der franzoesischen Nation bedingt.

Der Praesident De Gaulle, der diese alten nationalen Laster neu zum Leben erweckte und als politisches Mittel verwendete, versuchte jedoch schon damals, sich fuer ein einheitliches Europa durchzusetzen.

In einer Zeit der Notwendigkeit holte Frankreich aus den «Invalides», dem Museum beruehmter Leute, De Gaulle heraus, um ihn zum Praesidenten zu ernennen; derletztere eignete sich Kennzeichen des Louvres und der «Grandeur» auf seinem Weg zum Elisée an.

Aber Valéry Giscard d'Estaing ist ein junger, energischer Mann, der weiss, was er will und der von dem Gedanken eines vereinten Europa fest ueberzeugt ist, eine Auffassung, die in seiner Familie verwurzelt ist.

Er hat schon bewiesen, was er fuer Europa tun konnte, aber dazu muss man ihm freie Hand lassen, den abgedroschenen Nationalismus und Zwistigkeiten abzuschuettern.

Frankreich braucht wie die anderen beteiligten Laender ein vereintes Europa. Niemand kann sich absondern, selbst England und die U.S.A. haben das wahrgenommen.

Frankreich muss sich an der europaeischen Aussenpolitik beteiligen. Es waere besser gewesen, wenn es die Haltung gegenueber der U.d.S.S.R. im Namen der europaeischen Gemeinschaft eingenommen haette. Jedenfalls war es gleichermassen schaeetzenswert, da es ungunstig war, die U.S.A. allein mit der U.d.S.S.R. verhandeln zu lassen und dabei Europa aus der Weltpolitik auszuschliessen.

Wenn aber Frankreich sich mit Problemen der osteuropaeischen Laender beschaeftigt, scheint es uns richtiger, diese Probleme mit den betroffenen Nationen zu ueberpruefen und zu besprechen.

Dadurch dass Frankreich direkt mit Russland oder auf Umwegen ueber Russland verhandelt, wird der Status der «Satellitenstaate» als etwas Gegebenes angenommen und damit die sowietische Macht anerkannt.

..... EINE MAHNUNG AN ITALIEN

Die schwere Krise, in der sich Italien gleich nach dem Kriege befand, die dann im Jahre 1922 zum Marsch auf Rom fuehrte und zur Machtuebernahme des Faschismus, war in den wirtschaftlichen und sozialen Missstaenden des Landes verwurzelt. Man soll bedenken, dass Italien zum ersten Male aufgerufen worden war, ein Volksheer aufzustellen, das sich fuer die Bildung der Nation geschlagen hatte.

Nachdem sie ihre mit Blut und Opfern verbundene Pflicht erfuellt hatte, wurde sich die Volksmasse ihrer sozialen und zivilen Rechte bewusst und verlangte die legitime Anerkennung davon.

Der italienische Sozialismus, in seinen Anfaengen heftig und leidenschaftlich, fuehrte die Unruhen auf den Strassen an und schien anfangs eine Regierung bilden zu koennen, die auch in der Lage war, das aufgestellte Programm auszufuehren.

Aber die Wirklichkeit sah anders aus: keine aufbauende Loesung zur Erneuerung der nationalen Gesellschaft wurde durchgesetzt und die Macht, die er zu beherrschen glaubte, entglitt ihm. Moral der Geschichte: die enttaeuschte Masse hielt schliesslich nicht mehr zusammen.

Es war dann leicht fuer den Aufreuehrer Bakunin, den Samen anlaesslich des ersten kommunistischen Kongresses in Ancona zu saeen, der gut gedieh und somit Unordnung und innere Unruhen des Landes anfochte.

Moralische Werte, nationale Gefuehle, fuer die das Volk einen teuren Preis bezahlt hatte, wurden verachtet und verspottet - es wurden aber keine neuen Werte und andere Ziele als Ersatz vorgeschlagen.

Im allgemeinen Zusammenbruch Italiens war jede ordnungsversprechende Loesung, -unabhaengig von ihrer Herkunft, von einer grossen Mehrheit des Volkes herzlich willkommen.

Das war die erste grosse Gelegenheit, die die sozialistische Partei verpasste.

Unfaehig, ein im weitesten Sinne soziales Programm aufzustellen oder gar durchzusetzen, fiel die Partei einer Krise zum Opfer, die den Herrn Mussolini hervorbrachte.

Der Mann war stark und waghalsig. Sein faschistischer Vorschlag wurde - wie unvermeidlich war - mit Erleichterung von der grossen Mehrheit des Volkes angenommen.

Die veraltete liberale Partei, die lange die Anfuhrerin Italiens gewesen war, war nicht imstande, sich zu erneuern. Die junge Volkspartei, die stark nach Sakristei roch, schien mehr ein Mittel der guelfischen Revanche als eine nationale Partei zu sein. Man befuerchtete, dass das Papstum, das 1870 Rom verloren hatte, nun versuche, mittels ihrer Hilfe die Macht ueber ganz Italien zu erobern.

..... AN DIE SOZIALISTISCHE PARTEI ITALIENS

Die Lage Italiens am Anfang des Jahres 1978 erinnert hinsichtlich gewisser Aspekte an das Italien vom 1922, hinsichtlich anderer ist es sehr davon entfernt.

Auch diesmal steht urspruenglich ein weit verbreitetes oekonomisches Unbehagen, im Jahr 1922 ein schweres aber natuerliches Erbe der Nachkriegszeit; heute ist es jedoch schwierig, die Ursachen davon festzulegen: stammt dieses Unbehagen von einem natuerlichen Prozess oder von Fehlern der Regierungs- und Gewerkschaftspolitik?

Auch heute werden das Leben und das Gewissen des Landes durch begrenzte, jedoch tatfreudige aufreuehrerische Kraefte gestoert, die diesmal zwei extremen Parteien angehoren. Die eine vertritt den dekadenten und schaedlichen Fachismus, die andere wurde anfaenglich von der kommunistischen Partei mit genauen strategischen Zielen gegruendet, hat sich nun aber der Kontrolle ihrer urspruenglichen Partei gaenzlich entzogen.

Das Beduerfnis nach Erneuerung der nationalen Gesellschaft wird heute von einer immer breiteren Bevoelkerungsschicht gewuenscht.

Nie wie in diesem Moment war Italien bereit, eine sozialistische Regierung zu akzeptieren, die ihr ein modernes Sozialismus frei von dem Barte des alten Marx und dem

Mongolengesicht des Herrn Lenin anbietet, das weiterhin nicht dieselbe Fahne der U.d.S.S.R. hat und nicht die Diktatur des Proletariats als Demokratie vortauscht.

Leider scheint die sozialistische Partei Italiens - heute genauso wie gestern - unfähig zu sein, diese grosse Gelegenheit auszunutzen.

Die sozialistische Partei Italiens ist gespalten; ihr innerster Kern haengt noch an den Schematas eines ueberholten und veralteten Sozialismus, der nichts besseres zu tun weiss, als fuer die Machtergreifung der kommunistischen Partei zu kaempfen.

Die Nation sehnt sich wieder nach einer sozialen und demokratischen Loesung des Problems: die sozialistische Partei ist imstande, dem Lande - mit einer verzichtenden und selbstzerstoerenden Politik - nur eine kommunistische Loesung anzubieten!

Die sozialistische Partei Italiens (P.S.I.) scheint ausschliesslich eine Diktatur anbieten zu koennen, sei diese schwarz oder rot!

Es ist zu bedauern, dass sich der P.S.I. wegen seines Internationalismus ruehmt, in Wirklichkeit aber provinzial ist und unter einen so starken Minderwertigkeitskomplex gegenueber der kommunistischen Partei Italiens (P.C.I.) leidet, dass er sich nicht ueberzeugen kann, in einem zukuenftigen europaeischen Parlament koenne die sozialistische Aufstellung sehr stark sein; so stark, dass sie vielleicht die Mehrheit erreichen kann, waehrend die kommunistische Vertretung nur eine knappe Minderheit darstellen wird: somit wuerde das Gewicht des italienischen Kommunismus selbst im internationalen Bereich stark redimensioniert sein.

..... UND AN HERRN UGO LA MALFA

Leider muessen wir auch dem Herrn Ugo La Malfa einen Vorwurf machen, von dem wir gerade in diesen Zeilen wiederholt den Scharfsinn bei kritischen Wirtschaftsanalysen lobten und den wir ehrlich schaezten und bewundern aufgrund seiner Konsequenz und Gradlinigkeit, mit denen er immer seine politischen Kaempfe fuehrte.

Aber selbst unter Freunden kann man nicht immer derselben Meinung sein, so ist es in diesem Falle richtig und «fair», unsere Kritik zu aeussern und zu begruenden.

Schon im vergangenen November aeusserte Herr La Malfa Lobesworte an Herrn Berlinguer wegen seiner anlaesslich des Kongresses der kommunistischen Partei in Moskau gehaltenen Rede, um das 60. Jubilaem der Oktoberrevolution zu feiern: auch bei dieser Gelegenheit konnten wir seine ehrliche Begeisterung nicht teilen.

Sehr wahrscheinlich bedurfte die Rede des Herrn Berlinguer vorerst der Zustimmung des Kremels, da man bei diesem demokratischen Treffen die geschriebenen Texte jeder Rede erst der Ueberpruefung des Hauswirtes unterbreiten musste.

Wenn der Kreml dem Italiener Berlinguer eine Unabhaengigkeitserklaerung auszusprechen gestattete, waehrend er eine aehnliche Rede dem Spanier Carrillo verbat, so bedeutet das unserer Meinung nach nicht, dass Herr Berlinguer mutig gewesen ist, sich von Moskau zu distanzieren.

Es liegt naemlich im Interesse Moskaus, dass der P.C.I. an die Regierung des Landes kommt und es ist natuerlich von ungeheurer Wichtigkeit fuer Moskau, Adepten an der Regierung einer Nation zu haben, die Mitglied des Atlantischen Paktes und nebenbei der natuerliche Flugzeugtraeger des Mittelmeeres ist.

Von der kommunistischen Partei Spaniens kann Moskau das bis jetzt noch nicht verlangen; deswegen hat es den Fehler begangen, Herrn Carrillo das Schweigen zu gebieten und somit sein Spiel enthuehlt.

Herr La Malfa auf den Weg zur Anerkennung der Unabhaengigkeit des P.C.I., setzte die Regierung Andreottis in Krise, indem er ihr die Stuetze der eigenem Partei verweigerte und gleichzeitig die Teilnahme des PCI an der Regierung verlangte.

Wir koennen nicht begreifen, wie er die richtige These einer Einkommenspolitik fortfuehren kann, um Italien aus der Krise zu ziehen, wenn eine solche Wirtschaftspolitik nie von der kommunistischen Philosophie akzeptiert werden kann; die kommunistische Partei wuerde sonst riskieren, ihre ganze Waehlerschaft zu verlieren.

Weiterhin scheint unser guter Freund Ugo La Malfa vergessen zu haben, dass Italien

Mitglied der Atlantischen Allianz und der europaischen Gemeinschaft ist.

Die Geschichte Europas bringt in diesen letzten dreissig Jahren zahlreiche Beispiele ueber die Versprechungen der Kommunisten beim Eintritt in eine Regierung: Versprechungen, die nach kurzer Zeit voellig vergessen werden. Nach der Einfuehrung der «Igelspolitik» und Besetzung des ganzen Territoriums, haben naemlich die Kommunisten ueberall eine Moskau Gebote untertane Diktatur aufgedraengt, die die Menschenrechte immer verweigerte.

Denken Sie daran, lieber La Malfa!

Eine Regierung unter Mitwirkung der Kommunisten wuerde in Italien schon das Praeludium einer Totalkommunistischen Regierung bedeuten, die die von der gallischen «Isolation» gespaltete NATO sprengen wuerde.

Die europaische Gemeinschaft wuerde weiterhin kein Land als Mitglied akzeptieren, in dem die Demokratie ein leerer und bedeutungsloser Ausdruck geworden ist.

Somit wuerde die Moeglichkeit der Realisierung einer europaischen Gemeinschaft voellig erloeschen, einer Gemeinschaft, nach der wir uns so heiss sehnen, und die uns schon unter anderen Gesichtspunkten so gefaehrdert scheint.

..... EIN VORWURF AN ENGLAND

Vor etwas mehr als einem Jahr sprach der britische Premier-minister, Herr Callaghan, beunruhigende Drohungen aus: entweder sei die EWG bereit, das «United Kingdom» finanziell zu unterstuetzen, oder er rief die britischen Truppen aus der Bundesrepublik Deutschland zurueck.

Die Tatsache, dass gleichzeitig in Wien die Entruestungskonferenz eroeffnet wurde und dass seine Stellungnahme den westlichen Zusammenhalt abschwaechte, hinderte England nicht daran, seine Drohung und gleichzeitige Warnung kundzugeben.

Diese war vor allem an die Regierung von Bonn gerichtet, die am Direktesten betroffene, die aber auch in diesem Augenblick der einzige vernuenftige Bankier war, an den man sich wenden konnte.

Die wahrscheinliche «Theaterauffuehrung» des Herrn Callaghan, um dem linken Fluegel seiner Partei nachzugeben, zusammen mit der Revolte der Labouristen gegen die allgemeinen Direktwahlen fuer das europaische Parlament - was sich dann spaeter in den negativ ausgefallenen Wahlen der Commons widerspiegelte - waren ein harter Schlag fuer die Bildung eines vereinten Europas. Diese ist naemlich die letzte Hoffnung fuer das Ueberleben von freien Nationen im alten Kontinent.

Eine vollkommene Vereinigung zwischen Grossbritannien und der EWG ist nei zustande gekommen.

Von Anfang an haben die Nationen Kontinentaleuropas mit dem United Kingdom Geduld gehabt, eine so unermuedliche Geduld, dass ein beruehmter italienischer Diplomat sie als «biblisch» bezeichnete.

England war nie mit den Meinungen der anderen Mitgliedsstaaten einig oder verzichtete auch nie auf etwas, was ihm von nationalem Interesse haette sein koennen.

Man koennte fast glauben, das von England sei manchmal ein Spiel zum Trotz Europas, um zu zeigen, dass ihm eine Beteiligung an der Einheit Europas - von der das englische Volk ueberhaupt nicht ueberzeugt ist - zur Last falle.

Die Gegenwart Britanniens haette der Katalysator der uebernationalen Plaene der EWG sein sollen: in Wirklichkeit wirkte sie gegen die Einheit, die schon sehr schwach war wegen der die einzelnen beteiligten Nationen beruehrenden Probleme.

Statt eine Unterstuetzung zu sein, wird England immer mehr wie ein Stachel in der Huefte Europas stecken. Die Nation nimmt - bewusst oder unbewusst - die alte Politik der «splendid Isolation» wieder auf; ihre damalige Sicherheit war auf einem von inneren Konflikten zerstoerten und zersplitterten Kontinent gegruendet.

Moegen unsere englischen Freunde nicht negativ auf diesen Vorwurf reagieren und die Augen oeffnen!

Keine Nation des alten Kontinents darf sich heute einbilden, in Abgeschiedenheit leben zu koennen, eine «Isolation», die keinesfalls herrlich sein wird, ja nur gefaehrlich

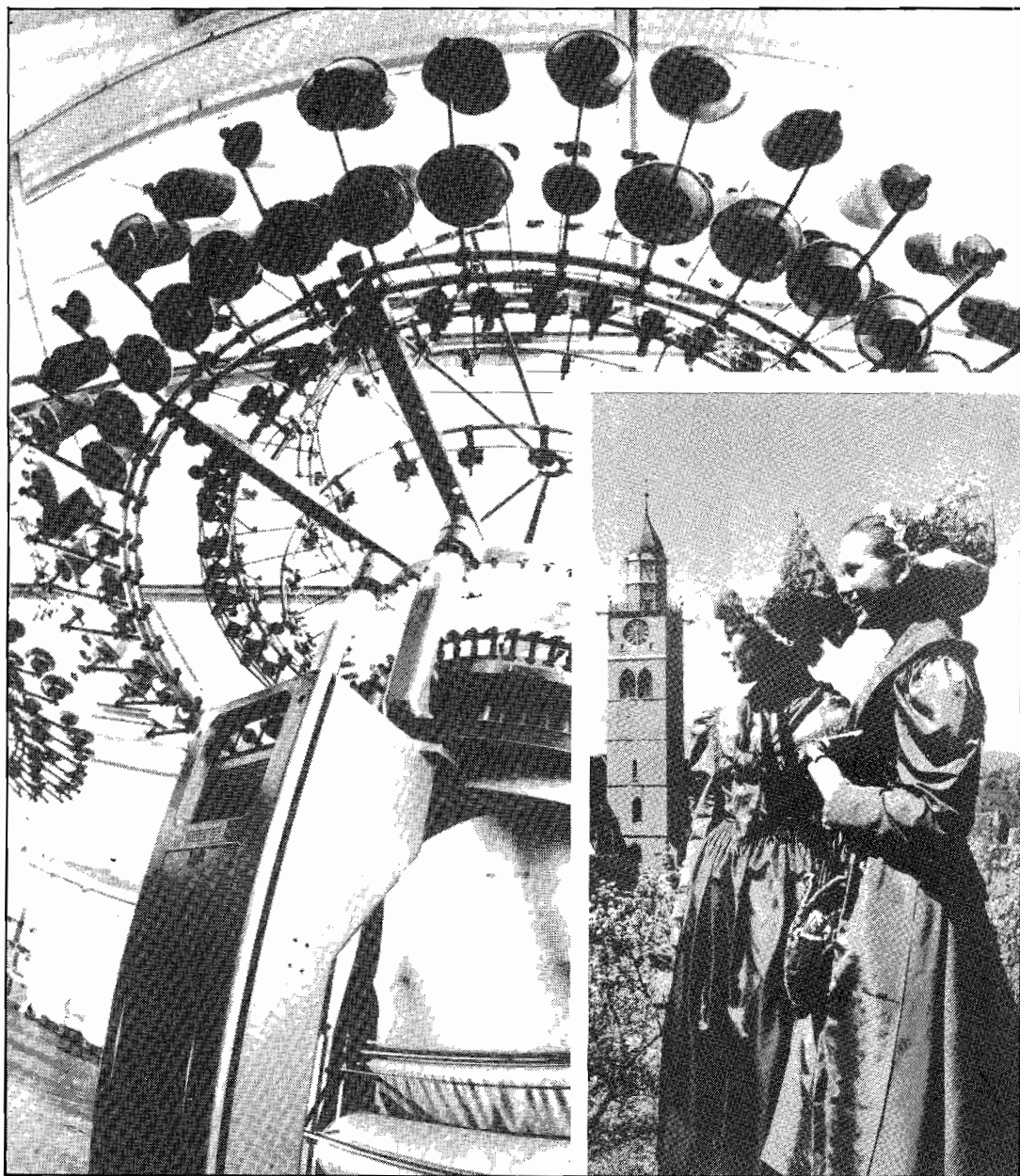
fuer sich und fuer die anderen.

Sowohl England als auch Europa brauchen einander: notwendigerweise muss sich das englische Volk davon ueberzeugen, dass es nur ein Teil von Europa ist und dass es vom gleichen wirtschaftlichen und politischen Schicksal getroffen wird.

Dank dem negativen Votum des «House of Commons» werden 1978 die ersten Europawahlen nicht stattfinden. Der erste Schritt zu einer Einheit Europas wird so erst in einem Jahr - vielleicht sogar spaeter - vollzogen.

Hoffentlich werden es die europaeischen Nationen, einschliesslich England und die kurzsichtige Frau Margaret Thatcher, nicht bereuen muessen.

EUROPAEUS



MOSCOU - 9 Octobre 1944

Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations
reconnaît le statu quo
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens
de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

L'année 1978 sera-t-elle celle de la reprise?	1
Il 1978 sarà l'anno della ripresa?	7
Will 1978 be the year of recovery?	13
Wird das 1978 das Jahr des oekonomischen Aufschwungs sein?	18

Bulletin européen

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A Roma

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel. (06) 679.77.85

Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11